

À plusieurs reprises, FO Énergie et Mines a pris position publiquement ces dernières semaines pour le report de deux à trois ans du projet de construction de deux EPR à Hinkley Point au Royaume-Uni.

Nous considérons, en effet, que **ce projet n'est pas actuellement en état d'être lancé ni sur le plan industriel ni sur le plan financier.**

Cette prise de position est partagée, nous le savons, non seulement par le personnel, mais aussi par une grande majorité de cadres dirigeants qui jusqu'à présent, ne l'exprimaient pas publiquement.

La démission courageuse du directeur financier d'EDF traduit publiquement et d'une manière spectaculaire ce désaccord qui touche les membres du COMEX d'EDF, mais d'une façon générale tout le haut encadrement.

Cette décision, rarissime à ce niveau de responsabilité et qui émane du dirigeant sur lequel repose la crédibilité financière d'EDF, témoigne des risques que veut faire prendre à EDF son Président Jean Bernard LEVY et conforte l'analyse des administrateurs salariés et de trois fédérations représentatives de salariés.

Cette situation illustre la crise de gouvernance que traverse EDF d'un Président qui est totalement isolé au sein de l'entreprise et qui a dû faire appel au soutien du ministre MACRON.

FO Énergie et Mines le réaffirme. **Le projet Hinkley Point ferait courir un risque mortel à EDF** s'il devait être lancé immédiatement comme le veut le Président d'EDF.

Nous ne voulons pas, en effet, que le lancement précipité du projet britannique mette EDF dans la même situation que celle d'AREVA avec son chantier finlandais.

Le Président d'EDF ne peut prétendre avoir raison seul contre tout le monde au sein de l'entreprise qu'il dirige. Aucun dirigeant ne possède la légitimité pour lancer un tel projet contre l'entreprise qu'il dirige, sauf à se couper définitivement de ses salariés et de prendre le risque d'une explosion sociale.

Plus que jamais, le retour à la raison et au bon sens s'impose !